

# Retombées. Ces villes qui courtisent les équipes de tournage

## Le bon filon cinéma

► Qui connaît la série chinoise *Rêves derrière un rideau de cristal*, dont une bonne partie de l'intrigue se situe en région parisienne? En France, pas grand monde, si ce n'est les maires de Fontainebleau, Barbizon ou Moret-sur-Loing, qui ont accordé les autorisations de tournage. Mais dans l'empire du Milieu, cette série sirupeuse draine une audience impressionnante, grâce à sa diffusion sur Hunan TV, une chaîne qui touche en prime time quelque 100 millions de téléspectateurs! Et Laurent Devillers, directeur du tourisme de Seine-et-Marne, se frotte les mains: « Quand nous allons en Chine, nos interlocuteurs nous parlent des lieux qui apparaissent dans la série. Nous avons beaucoup gagné en notoriété et de plus en plus de Chinois tiennent à venir ici. » Les responsables locaux du tourisme envisagent d'ailleurs de lancer un circuit couvrant les trois communes concernées, ce qui permettra à ces touristes d'admirer les sites « vus à la télé ».



**A Fontainebleau, une équipe tourne une série chinoise qui touche 100 millions de téléspectateurs.**

Bayou.TV

Plus au nord, le 93 accueille de son côté un nombre croissant de tournages. La Commission du film de Seine-Saint-Denis, récemment créée, a travaillé en 2007 sur quelque 150 fictions de cinéma ou de télévision réalisées sur la voie publique. Et ces chiffres sont loin d'être exhaustifs: de nombreuses demandes adressées directement aux mairies, qui ont le dernier mot en la matière, échappent à la Commission du film d'Ile-de-France ou aux services locaux dédiés, qui cherchent tous à attirer productions françaises et étrangères.

Si Paris demeure un pôle d'attraction majeur pour les tournages, un rééquilibrage s'opère aujourd'hui en faveur de l'outre-périphérique. Non seulement les communes de petite et moyenne couronne bénéficient de la vogue des fictions policières, explorant une veine sociale ou dramatique propre à la banlieue, mais encore elles accueillent de plus en plus de scènes censées se dérouler à Paris. Pour des raisons de commodité, les séquences de *La Môme* si-

tuées à Montmartre ont ainsi été réalisées à Pontoise. « Notre commune séduit les cinéastes parce qu'elle peut évoquer le vieux Paris ou une ville de province », explique la maire adjointe Stéphanie von Euw, qui accueille une dizaine de longs-métrages par an.

### Image et recettes fiscales

L'émergence de nouveaux quartiers dans la petite couronne démultiplie aussi les possibilités. Les réalisateurs à la recherche d'une ambiance de quartier d'affaires moderne et dynamique plébiscitent les immeubles de bureaux de l'avenue François-Mitterrand, à la Plaine Saint-Denis. Très accessibles et proches des studios établis dans la commune, ils apparaissent même davantage à l'écran que ceux de la Défense! « Ce genre de décor donne une autre image du département. Notre offre ne se limite pas aux cités des quartiers populaires », insiste Stephen Bender, responsable de la Commission du film de Seine-Saint-Denis.

Les motivations des collectivi-

tés locales, qui s'activent pour attirer des productions, sont multiples. A la volonté de promouvoir le tourisme et l'image se mêlent des considérations économiques. Les productions rapportent d'abord des recettes fiscales aux communes, dans la mesure où elles occupent l'espace public. Fontenay-sous-Bois réclame ainsi 1.500 € pour trois jours de tournage et 500 € par jour supplémentaire, « un tarif conforme à ce qui se pratique dans la région », estime l'adjoint au maire Claude Mallerin, qui verse cette taxe à la caisse des écoles et au centre d'action sociale. « Il y a quinze ans, c'était gratuit, mais nous sommes très sollicités. Et si les privés se font payer, pourquoi pas la ville? Ça n'a d'ailleurs pas découragé la demande. » A ces recettes s'ajoutent les retombées sur l'activité (transport, restauration...) et l'emploi locaux. Même temporaires, les offres d'emploi sont toujours bonnes à prendre. Quand Eric Rochant, réalisateur de *L'Ecole pour tous*, a planté sa caméra dans un collège d'une cité de Sevrans, la mairie lui a demandé

d'organiser un casting local pour les figurants. Résultat, 150 Sevranais ont décroché de petits rôles. Et, cerise sur le gâteau, la production a accepté d'y organiser une projection en avant-première.

Mais quid des fictions réalistes qui évoquent des sujets polémiques ou des souvenirs douloureux? Craignant de passer pour des censeurs, les villes ne motivent jamais leur refus sur ce motif. *L'Embrasement*, qui relate l'histoire des deux jeunes dont le décès avait mis le feu aux banlieues, a ainsi pu se faire à Clichy-sous-Bois, sur les lieux mêmes du drame. Dans une vidéo sur Internet, l'ancien maire, Claude Dilain, qui avait délivré l'autorisation, estimait que l'opération pouvait jouer un rôle cathartique en quelque sorte. « Le tournage a été très bien perçu [...]. Beaucoup de gens se sont approprié ce film. » Il est vrai que les équipes de tournage préparent mieux les habitants à leurs interventions et sont généralement mieux acceptées que celles des journaux ou émissions télévisées...

Frédéric Brilllet